

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 310 - VENDREDI 13 JANVIER 2017

PÂQUERETTE COOL

Il fera quoi Valls après 2017 ?
Du "farniente" jusqu'en 2022 ?

AGENDA MILITANT

→ 18 janvier

Aix-en-Provence [Ce trimestre avec l'Université populaire](#)
Nantes [Pourquoi soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon ?](#)

→ 18-21 janvier

Rennes [Rendez-vous contre le CETA](#)

→ 20 janvier

Poitiers [USA et luttes sociales](#)

→ 21-22 janvier

Caen [Rencontre nationale en solidarité avec les migrants](#)

→ 21-28 janvier

Ristolas et Noyon [De la Rue de l'école à La Coopérative](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

[John Berger, Le passeur fraternel](#), Francis Combes

→ Émancipation

[2017 : vœux croisés](#)

→ État Institutions

[Crimes et forfaits d'État](#), Alain Brossat

N'oublions pas le traité CETA !

Depuis plusieurs mois, le traité Union européenne-Canada (CETA) a pratiquement disparu de l'agenda médiatique : il est pourtant sur la table ! Il a été finalement signé le 30 octobre tant par le Canada que par l'UE, après que le gouvernement belge a eu raison de la "rébellion" des élus de la communauté wallonne.

Prochaine étape : la ratification de ce texte par le Parlement européen, incessamment, sans doute au mois de février. Une fois ce cap franchi (si le oui l'emporte), commencera le cycle des 28 ratifications nationales. Une étape qui n'était pas prévue initialement, la Commission européenne estimant que le contenu de l'accord UE-Canada relevait exclusivement de l'UE. Cette position, guidée par la crainte évidente que le vote contraire d'un seul parlement national mette fin à tout le processus de ratification, a été contestée par plusieurs États, qui ont fini par avoir gain de cause. L'UE tente de compenser cette concession en prévoyant une entrée en vigueur "anticipée" du traité, pour toutes les dispositions relevant des prérogatives communautaires, à partir du moment où le Parlement européen l'aura ratifié. Bras de fer garanti en perspective ! Le moment est donc venu de rappeler ce qui va se jouer à ce sujet dans la prochaine période.

Rappelons d'abord que le CETA n'est pas un simple accord commercial : tout comme le TAFTA, il a pour cible principale "l'harmonisation des normes" entre les deux parties signataires. Autrement dit des principes, des critères et des règles qui sont le reflet de choix de société sont susceptibles d'être considérés comme des "obstacles au commerce" : droits sociaux, réglementations environnementales, services publics, etc.

Insistons ensuite sur les graves menaces que le CETA, comme pour le TAFTA, fait peser sur la démocratie et la souveraineté populaire ! Et ce de plusieurs manières. La plus connue est le recours aux fameux "tribunaux d'arbitrage" qui n'est rien d'autre que la mise en place de pseudo-juridictions d'exception dédiées aux multinationales et destinées à trancher des litiges avec des États en contournant les voies légales normales. Mais le CETA, comme le TAFTA, prévoit, en plus, une procédure - appelée "coopération règlementaire" -, sous la forme d'un forum composé de représentants de la Commission et des autorités canadiennes. Ce dispositif a pour mission de vérifier par avance... que leurs projets de règlements sont bien compatibles avec les principes du traité, en répondant aux attentes des entreprises !

On le voit : le CETA mérite bien le qualificatif de "cheval de Troie du TAFTA". Rien n'est joué, mais il n'est pas trop tôt pour ré-sensibiliser nos concitoyens à ces brûlants enjeux.

● Francis Wurtz



Une société critique et en colère face à un système politique faible

Si les grands médias, ainsi que certains milieux militants pessimistes, véhiculent l'idée d'une victoire idéologique globale de la droite, les rapports de force idéologiques dans la société sont en fait contrastés et porteurs d'importantes potentialités positives.

Publiée en décembre 2016, l'étude du CEVIPOF mérite qu'on s'y intéresse. Parce que derrière l'idée de rendre compte du "moral des Français" se niche une photographie des rapports de force idéologiques dans la société française. Celle-ci nourrit tout à la fois des inquiétudes sérieuses et des soucis légitimes, mais aussi de bonnes surprises, voire des potentialités trop souvent ignorées, même par les partisans de l'émancipation.

Le fonctionnement de la démocratie

Enseignement majeur de cette étude (bien qu'il ne s'agisse pas d'une découverte), la démocratie actuelle est très largement considérée comme fonctionnant mal (9 % considèrent qu'elle fonctionne bien). Ainsi, près de la moitié des citoyens (48 %) estiment que « *notre démocratie devrait être améliorée sur de nombreux points* », tandis que 35 % choisissent l'option franche : « *Établir*

une vraie démocratie en France nécessiterait un changement radical ». Notons que l'hostilité à la démocratie - « *la démocratie, ça ne marche pas* » - recueille seulement 8 %, à égalité avec l'idée floue

On constate un terrain favorable pour proposer une action forte destinée à transformer la démocratie, mais l'esprit de délégation reste prédominant. L'enjeu décisif est de proposer des actions ouvertes, voire dédiées à l'implication citoyenne.

de « *trouver un autre système politique* ». Au total, on constate un terrain très favo-

nable pour proposer une action forte destinée à transformer la démocratie.

L'implication citoyenne

Si un quart (26 %) des répondants estiment ne pas « *avoir à contribuer à la transformation de la démocratie* » et 12 % affirment à l'inverse « *avoir des idées à défendre et à être prêts à proposer des actions pour changer les choses* », plus de 6 sur 10 (62 %) se disent prêt à participer à des actions qui leur conviendraient. L'esprit de délégation reste ainsi prédominant. Toute la question est peut-être de passer de la critique de la démocratie actuelle à des propositions d'actions ouvertes, voire dédiées à l'implication citoyenne. Encore faut-il débattre de ce qu'est, ou devrait être la démocratie.

Sur ce point, plus de deux tiers des citoyens (68 %) considèrent que la démocratie consiste à « *se donner le droit de contester les décisions qu'on juge* » ●●●

Une photographie partielle des représentations des citoyens

Un sondage n'est... qu'un sondage, et il y en a beaucoup en période électorale. Cependant, l'étude CE-VIPOF a l'intérêt de s'appuyer sur un large échantillon (18 013 personnes inscrites sur les listes électorales). Il convient de prendre les données présentées dans ce dossier comme des ordres de grandeur, plus que comme la mesure au millimètre de l'influence de telles et telles idées. De plus, il manque à cette étude une dimension qualitative, pour comprendre la formation et l'évolution des opinions, et les motivations des répondants. Nous avons mis de côté les données sur la satisfaction à l'égard de l'exécutif et les intentions de vote pour les présidentielles, non parce qu'elles ne nous intéressent pas mais parce que nous avons souhaité ici nous focaliser sur les représentations idéologiques présentes dans la société.

● G.A.

●●● *mauvaises* » et 63 % à « *discuter ensemble pour faire le tour des arguments, et décider ensuite* ». 55 % considèrent qu'il s'agit de « *participer à la vie publique, au-delà des élections* », tandis qu'à l'inverse un gros tiers (37 %) estiment que la démocratie consiste surtout à « *déléguer les décisions politiques à des représentants élus* ». « *Confier à des experts le soin de prendre les bonnes décisions* » recueille un tiers des suffrages (32 %). Globalement, l'idée que la démocratie n'est pas seulement un enjeu électoral et qu'elle ne peut pas être seulement délégataire semble assez largement partagée.

Qu'est-ce qu'être citoyen ?

Quasi consensus avec l'idée (généreuse) qu'être citoyen c'est « *être respectueux des droits de chacun* » (89 %), très forte majorité pour l'idée que la participation aux élections est un élément important de la citoyenneté (81 %). Soulignons donc que la critique de la démocratie actuelle ne conduit pas à jeter le bébé électoral avec l'eau du bain démocratique.

On descend ensuite d'une grande marche : deux tiers des répondants considèrent qu'être citoyen, c'est « *vivre sur le territoire français* », ce qui est difficile à interpréter ; et l'idée, inquiétante tout de même, qu'il s'agit de « *s'identifier au mode de vie typiquement français* » obtient 61 % d'avis positifs. « *S'informer*

Outre le caractère très massif des critiques adressées à la politique institutionnelle, les problèmes soulevés sont presque tous structurels. Tous les ingrédients d'une crise politique majeure sont réunis.

et s'intéresser à la vie politique » et « *S'engager au service de la collectivité* » recueillent respectivement 50 % et 45 % de soutien, ce qui est loin d'être négligeable. Retenons surtout qu'être citoyen ne s'identifie pas à une pratique en

particulier et recouvre au contraire, pour le plus grand nombre, une grande variété de comportements. Voilà qui appelle à faire vivre une approche pluraliste de la citoyenneté et de la démocratie, non centrée sur telle ou telle dimension spécifique.

L'opinion sur la politique française

Sans surprise, la critique de la politique française a le vent en poupe, et ●●●

●●● recouvre elle aussi de multiples dimensions : « *Les élites politiques ignorent les problèmes du peuple* » (84 % des suffrages), « *le pouvoir politique est soumis aux puissances économiques* » (80 %), « *Il n'y a pas assez de contrôle de l'action des dirigeants politiques* » (80 %), « *tous les citoyens ne sont pas traités de la même manière* » (79 %). Le « *manque d'informations et d'explications sur les décisions politiques* » (73 %) et le fait que « *le vote blanc n'est pas assez pris en compte* » (71 %) viennent devant la critique du pouvoir des experts – « *Trop de décisions sont prises par des experts non élus* » recueille 57 % des suffrages. Outre le caractère très massif des critiques adressées à la politique institutionnelle, on en perçoit le caractère à la fois global et profond : les problèmes soulevés sont presque tous structurels, ce qui montre que tous les ingrédients d'une crise politique majeure sont réunis.

Quels changements pour que la France soit mieux gouvernée ?

Pour que la France soit mieux gouvernée, il faudrait « *consulter plus fréquemment des groupes de citoyens ordinaires* » (72 % des répondants), « *tester et évaluer la compétence des élus avant qu'ils n'entrent en fonction* » (67 %), « *faire en sorte que les profils des dirigeants reflètent la diversité de la société actuelle* » (63 %), que l'on ait « *davantage recours au référendum pour que les citoyens aient le dernier mot* » (61%). Ces résultats montrent bien qu'aux yeux d'une forte proportion des citoyens, le gouvernement et la politique se font

sans les citoyens, et que c'est cela qu'il faut changer. Proposer de développer des formes de participation directe des citoyens aux décisions est donc tout à fait audible. Enfin, l'idée de « *rendre le vote obligatoire à toutes les élections* », qui rompt avec une vision de la démocratie fondée sur la conviction et la participation volontaire, obtient, elle, la moitié des suffrages (51 %), devant celle de « *tirer au sort une partie des décideurs parmi les citoyens ordinaires* », qui compte tout de même 41 % de partisans.

Il existe un fort potentiel d'actions citoyennes et d'engagements militants. Encore faudrait-il que les efforts de transformation de la conception et des pratiques politiques donnent vie à ces potentialités.

Les actions citoyennes

95 % des personnes interrogées indiquent avoir déjà signé une pétition (72 %) ou pouvoir le faire (23 %). Grosse surprise, plus de la moitié des sondés (51 %) indiquent avoir déjà boycotté certains produits, auxquels s'ajoutent 41 % des répondants indiquant pouvoir le faire à l'avenir. Mais on touche là aux limites d'une enquête quantitative à questions fermées : quels sont les produits qui ont été boycottés par les répondants, et avec quelles motivations ? Faisons

l'hypothèse qu'il existe là une réceptivité massive à l'égard de propositions de mobilisation sur le boycott (produits israéliens, produits nuisant à l'environnement...) dans un pays où, pourtant, les mouvements de consommateurs sont plutôt faibles et où les forces politiques, syndicales et associatives usent peu de ce mode de mobilisation. Prendre part à une manifestation autorisée recueille un fort taux de réponse (84 %, dont 48 % l'ayant déjà fait), mais malheureusement, alors même que nous sommes dans une période d'état d'urgence où le droit de manifester a parfois été bafoué, la question n'a pas été posée de la participation à une manifestation non autorisée.

Concernant le militantisme, la participation à une organisation ou association autre qu'un parti politique obtient le score très important de 68 %, plus du quart des répondants en ayant déjà fait partie. 55 % des répondants ne militeront « *jamaïs* » dans un parti politique ou un groupe engagé politiquement, tandis que 12 % l'ont déjà fait et un tiers pourraient le faire. L'écart entre la motivation à participer à une organisation de type association et celle à participer à un parti est important, mais notons que tout de même 45 % des répondants ont déjà ou pourraient s'engager au sein d'un parti ou un groupe engagé politiquement. Ce n'est pas aussi faible que nous l'aurions pensé. Faisons alors l'hypothèse que ce qui fait problème aujourd'hui, c'est bien l'offre politique - et d'ailleurs la notion même d'offre politique pourrait bien être en question -, alors que persiste dans la société un fort potentiel d'engage- ●●●

ment. Encore faudrait-il que les efforts de transformation de la conception et des pratiques politiques donnent vie à ces potentialités.

La satisfaction concernant sa propre vie

Une majorité des répondants (53 %) est

plutôt satisfaite (46 %) de sa propre vie ou très satisfaite (7 %). Ce sont les taux de personnes pas satisfaites du tout (3 %) ou plutôt pas satisfaite (6 %) qui surprennent : moins d'un répondant sur dix n'est pas satisfait de sa vie. Les personnes les plus à gauche et les plus à droite se montrent les plus insatisfaites,

mais dans des proportions qui restent très minoritaires (15 % des électeurs du FN, 14 % des électeurs d'extrême-gauche). Près de 40 % des répondants répondent couci-couça.

Le sentiment de mener une vie qui a du sens est partagé par plus de six répondants sur dix (62 %), tandis que la proportion de ceux qui estiment que leur vie n'a pas de sens est relativement modeste (pas du tout 2 %, plutôt pas de sens 4 %). Un tiers des répondants estiment que leur vie a moyennement du sens, les répondants ayant le cœur à gauche étant légèrement moins positifs que ceux de droite. On est tout de même loin d'un chaos généralisé dans ces domaines même.

La satisfaction concernant son niveau de vie

45 % des répondants ne sont ni satisfaits ni insatisfaits de leur niveau de vie, 40 % étant satisfaits (dont 35 % plutôt satisfaits), 15 % pas satisfaits (dont 4 % pas du tout satisfaits). La formulation des réponses possibles semble avoir quelques limites : que veut dire être « *ni satisfait ni insatisfait* » s'agissant de son niveau de vie ? Notons que, dans le questionnaire, les répondants sont invités à chiffrer leur niveau de satisfaction sur une échelle de 10, le niveau ni satisfait ni insatisfait correspond aux notes 4 à 6. Nous faisons l'hypothèse qu'estimer à 4, 5 ou 6 sur 10 son niveau de satisfaction concernant son niveau de vie exprime souvent un certain niveau... d'insatisfaction. Dans cette hypothèse, l'insatisfaction concernant le niveau de vie atteint en ●●●

Les électeurs du FN, entre pessimisme et craintes de tout

Les électeurs du Front national apparaissent dans l'étude du CEVIPOF comme particulièrement sensibles à l'idée d'un changement radical pour établir une vraie démocratie, avec une posture souvent très délégitime mais sans grands écarts avec les autres répondants concernant les pratiques démocratiques ou la politique française. Les vieux thèmes de l'extrême-droite, par exemple l'hostilité à la démocratie, font des scores relativement bas : 17 % des répondants se revendiquant du FN considèrent que la démocratie ne marche pas et qu'il faut trouver un autre système politique.

Par contre, les réponses des électeurs du Front national sont fortement marquées sur d'autres sujets. Être citoyen français serait « *s'identifier à un mode de vie typiquement français* » (81 %, 20 points au-dessus de la moyenne des répondants). Ils sont plus nombreux à être insatisfaits de leur propre vie, de leur niveau de vie et à l'égard des perspectives d'avenir. Ils ont aussi plus souvent le sentiment d'une situation personnelle moins bonne que celle des Français en général. 56 % considèrent positivement la Sécurité sociale (contre 71 % sur l'ensemble des répondants), 40 % ont un avis positif sur les services publics (contre 52 %). Ils ont un avis particulièrement négatif sur l'Europe, sur la mondialisation, mais plutôt positif sur le protectionnisme (mais 47 % seulement).

Au total, il faut bien constater que des marqueurs puissants (mode de vie – réel ou imaginaire... -, sentiment de déclassement, Europe, mondialisation) existent pour que Marine Le Pen puisse affirmer une identité politique forte.

● G. A.

●●● réalité 60 % des répondants. Voyons du côté des « *perspectives d'avenir* » pour tenter d'en savoir plus.

Les « perspectives d'avenir »

22 % des répondants sont satisfaits à l'égard des « *perspectives d'avenir* », 28 % pas satisfaits, tandis que la moitié ne sont ni satisfaits ni insatisfaits à l'égard des perspectives d'avenir. Même problème d'interprétation que précédemment : là où les sondés estiment que cocher les cases 4, 5 ou 6 sur 10 pour apprécier la satisfaction d'une personne à l'égard des « *perspectives d'avenir* » relève d'un « ni-ni », on peut penser que les personnes concernées (soit 50 % des répondants !) sont peu satisfaites. Cette hypothèse conduit à estimer que plus de trois quarts des répondants sont peu ou pas satisfaits des « perspectives d'avenir ». Les données détaillées montrent d'importants clivages en fonction des répondants : les taux de satisfaction à l'égard des « *perspectives d'avenir* » sont nettement plus forts du côté des électeurs de droite, du centre et du Parti socialiste, à l'inverse de toutes les autres catégories (les plus à gauche, les plus à droite et les personnes qui ne se réfèrent à aucun parti).

La perception de sa situation personnelle par rapport à celle des Français Les répondants sont souvent nettement plus satisfaits de leurs situations personnelles « *par rapport à celle des Français en général* » (42 %), tandis que seulement 9 % des répondants ont une perception négative de leur situation par rapport aux autres. Ces taux de réponses

sont cependant difficiles à interpréter : entre espoir, optimisme de la volonté et perception particulièrement négative de la situation générale.

L'opinion sur différentes notions d'économie

On peut s'interroger sur la formulation des questions de l'étude CEVIPOF relatives à l'économie, les champs qui y sont inclus, avec souvent des choix en mode binaire (« *positif* » ou « *négatif* »), auquel s'ajoute la curieuse catégorie

Conforter la Sécurité sociale, soutenir les services publics, combattre les licenciements, dénoncer les profits, proposer des nationalisations... ces propositions sont tout à fait audibles par une partie importante des citoyens.

« *Ni positif, ni négatif* ». Surtout, manque décidément dans ce type d'enquête des éléments explicatifs des choix des sondés. Prenons cependant les données qui suivent comme des tendances globales. Présentée par le sondeur comme une notion d'économie, la Sécurité sociale recueille 71 % d'avis positifs et 16 % d'avis négatifs. Voilà de quoi alimenter

les hésitations et les reculs d'un François Fillon concernant l'avenir de la Sécu et le poids, qu'il souhaite plus grand à l'avenir, des assurances privées ! La notion de services publics tient encore la corde avec 52 % d'avis positifs, mais tout de même 26 % d'avis négatifs. Les avis sont bien plus critiques concernant l'Europe, qui inspire positivement 39 % des répondants, contre 36 % d'avis négatifs et 25 % de sondés partagés. Toutes les autres notions testées ont des résultats négatifs : les licenciements sont perçus négativement à 79 %, la mondialisation à 54 %, le profit à 45 % (un quart d'avis positifs), le libéralisme à 37 % (27 % d'avis positifs), le protectionnisme à 38 %. Notons enfin que la notion de nationalisation obtient un résultat en trois tiers : 33 % d'avis négatifs, 31 % d'avis positifs et 36 % d'avis mi figue-mi raisin.

Ces résultats offrent de nombreux points d'appuis, à prolonger, pour un projet d'alternative à gauche. Conforter la Sécurité sociale à la fois dans ses missions et dans son opérationnalité, soutenir les services publics en les transformant et en leur donnant les moyens d'être plus efficaces, combattre les licenciements au lieu de les faciliter, dénoncer l'appropriation des profits par les actionnaires, proposer des nationalisations ou des formes de socialisation sur des secteurs clefs... ces propositions sont tout à fait audibles par une partie importante des citoyens.

Les priorités budgétaires

Reste que lorsqu'il est demandé de choisir une puis deux priorités ●●●

●●● budgétaires parmi trois propositions, la « diminution des déficits publics et la dette quelles que soient les conséquences » est citée en premier (44 %), devant « la diminution des impôts quelles que soient les conséquences » et « le renforcement des services publics quelles que soient les conséquences » (28 % chacun). La polarisation gauche – droite des réponses est ici très forte. On peut s'interroger sur la formulation des réponses proposées, le systématique « quelles que soient les conséquences » influençant les répondants en les amenant à des classements en contradiction avec leurs réponses antérieures, par exemple sur les services publics. Le taux de réponse à chaque question n'est malheureusement pas présenté dans le support du CEVIPOF.

Réponse binaire attendue, aussi, concernant les priorités dans l'avenir : l'amélioration de la situation des salariés recueille 56 %, contre 44 % à la compétitivité de l'économie française. On note ici que le discours des élites et de l'essentiel de la classe politique ne domine pas et que la nécessité d'augmenter les salaires a une audibilité très importante. C'est le cas, notons le, parmi les électeurs du FN et les sondés ne se rattachant à aucun parti (par opposition à l'électorat Les Républicains et UDI). En fait, les chiffres reflètent dans ce domaine des points de vue de classe. On comprend pourquoi Manuel Valls se présente, toute honte bue, « candidat du pouvoir d'achat ». L'électorat FN apparaît, lui, à la fois en rupture avec le dogme de la compétiti-

tivité des entreprises, loin de l'électorat de gauche sur le renforcement des services publics et particulièrement favorable à la diminution des impôts.

La situation personnelle et la situation de la France

Les réponses tempèrent quelque peu la "satisfaction" affichée précédemment. Les répondants estiment à 49 % que leur situation personnelle s'est dégradée

Les inquiétudes pour la situation de la France sont fortes, plus encore qu'une crainte de relégation personnelle. Tout déni serait contre-productif : il importe d'écouter ces craintes pour faire émerger le désir d'un horizon plus égalitaire.

depuis un an et à 60 % depuis l'élection de François Hollande, contre 9 et 5 % qui estiment qu'elle s'est améliorée. Mais les résultats sont nettement plus crus concernant la situation de la France : 69 % des personnes estiment qu'elle s'est dégradée depuis un an (contre 8 %) et 68 % depuis l'élection du Président. On voit ici la difficulté de la période pour des candidats qui se revendiqueraient

de la politique menée ces dernières années, même en prétendant avoir changé. Les électeurs du Front national sont particulièrement concernés par le sentiment d'une dégradation de leur situation personnelle (comme les électeurs les plus à gauche), et, plus encore, d'une dégradation de la situation de la France. Les inquiétudes pour la situation de la France et les perspectives d'avenir (traitées plus haut) sont fortes, plus encore semble-t-il qu'une crainte de relégation personnelle. Tout déni serait contre-productif : il importe au contraire d'écouter ces craintes pour faire émerger le désir d'un horizon plus égalitaire.

L'intérêt pour l'élection présidentielle

Mettons de côté, ici, les indices de satisfaction vis-à-vis de l'action du Président de la République et du Premier ministre. Ils sont convergents avec l'ensemble des études menées depuis des mois, qui sont systématiquement désastreuses pour les sortants. Notons par contre un très fort intérêt des répondants pour l'élection présidentielle : 81 % d'entre eux indiquent être intéressés, 14 % moyennement intéressés et 5 % pas intéressés.



● Gilles Alfonsi

Bonne année, vieilles taupes !

Gramsci avait beau dire qu'il détestait le nouvel an, les souhaits de bonne année ne peuvent pas faire de mal. Peut-être même peuvent-ils faire du bien. Nous aurons sans doute toutes et tous notre lot de joies et de peines en 2017 : il n'y a pas de raisons... Comme tout le monde, je souhaite donc à chacune et chacun le meilleur.

Après tout, ni l'Histoire ni la vie ne se découpent vraiment en années calendaires. La date arbitraire du premier janvier n'est qu'un prétexte.

La question de l'avenir collectif est sans doute plus délicate. 2016 ne restera probablement pas dans les mémoires comme une année de lumière, et rien n'indique que 2017 doive échapper à ce tropisme marécageux. Il s'agit donc ici de souhaiter une bonne année "malgré tout". C'est toujours ça de pris.

Quant à la période, on n'est bien sûr pas à l'abri des surprises - surtout lorsque l'on travaille à les faire advenir. Rien n'est écrit de ce qui nous attend, et ce serait manquer à la politesse la plus élémentaire de le faire attendre indéfiniment. Travaillons donc.

Puisque l'année qui s'ouvre est celle d'un centenaire, je ne résiste pas à citer ici ce que disait Lénine il y a ces jours ci exactement cent ans. En janvier 1917, tout en exprimant sa confiance dans l'avenir de l'Humanité - confiance qu'il faisait reposer sur le militantisme des jeunes générations - il écrivait néanmoins : « *Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes*

décisives de la révolution imminente. » Moins de deux mois plus tard, l'empire des tsars s'effondrait. L'année 17 ouvrait un siècle nouveau à l'Histoire, et quelle que soit la manière dont il a pu se refermer, aussi terrible qu'il aura pu être à bien des égards, les espoirs qu'il a portés doivent nous porter encore, à frais nouveaux, en sachant bien que le monde dans lequel il nous appartient de lutter n'est plus le même, et qu'il faut assumer à la fois l'héritage d'un passé qui nous constitue, et la nouveauté d'un avenir à penser et à construire.

Puisqu'on en est aux citations, en voici une à la puissance quatre. Citons Maxime Rodinson citant Marx, citant Hegel, citant Shakespeare - et il est bon que le dernier mot revienne à la littérature :

« *Marx avait réutilisé la citation par Hegel de l'apostrophe de Hamlet au fantôme de son père : « Bien dit, vieille taupe ! Comment peux-tu avancer si vite sous la terre ? » Il avait transféré seulement la métaphore du cheminement de l'Esprit universel à celui de la Révolution. [...] Mais il n'y a pas qu'une taupe sous terre à saper les multiples fondations d'un monde inégalement avancé en âge. Et la taupe est un animal presque aveugle.* »

Meilleurs vœux aux vieilles taupes !!

● Laurent Lévy

Guerre sociale : le maréchal Fillon visite les tranchées

Face aux premières mutineries au sein de ses propres troupes, le maréchal Fillon a décidé de visiter les tranchées en ce début d'année 1917.

Après trois années d'une guerre sociale meurtrière, la lassitude touche en effet l'armée française. Son moral étant au plus bas, une tournée des popotes s'imposait. À l'intérieur des troupes, le coût humain de l'offensive antisociale du maréchal a provoqué une montée de protestations sur le front. L'extension de la misère, le pilonnage des droits, la suppression de congés et de permissions, les conditions de vie effroyables dans le froid, tous ces facteurs additionnés, ont suscité des mutineries au point de faire réagir l'état-major français. La rébellion des troupes en Allemagne, la révolution grondant en Russie ont galvanisé nos pioupious. Mais les mutins sont d'ores et déjà prévenus : a minima, ils iront au gnouf. Et qu'ils ne se marient pas entre eux en taule : ils risquent le bûcher.

Dans cette situation tendue, le maréchal Fillon tient à rester droit dans ses bottes. Dans un communiqué publié par L'Excelsior, il a déclaré : « *Je suis chrétien. Je fais la guerre.* »

Élu faucon de l'année 1917, il en est pourtant à sa troisième campagne. On se souvient comment, ministre de la Poste et des Pigeons-voyageurs, il avait ouvert en 1896 le secteur à la guerre économique. Celle-ci avait entraîné une vague de suicides, consécutives aux pressions sur le travail, aux réorganisations de services et à la réduction du nombre de fonctionnaires. Une guerre économique dont le maréchal se félicite aujourd'hui. Sans elle, les tranchées ne seraient pas équipées du télégraphe.

Depuis qu'il est aux manettes, aidé par la faillite du précédent gouvernement, le maréchal Fillon n'a pas chômé. Sa devise "Travail - Famille - Artillerie" dans les tranchées est devenue "Travail - Famille - Argentier" à la ville. Après l'augmentation de la TVA pour pénaliser les pauvres et la suppression de l'ISF pour favoriser les riches, son dernier plan de bataille a saigné la France à blanc. Plus de 500 000 fonctionnaires ont été perdus



1917. François Fillon cherchant un télégraphe dans une tranchée.

dans l'offensive. À l'arrière, dans les hôpitaux restés debout, les médecins, les infirmier-e-s, les aides-soignant-e-s n'en peuvent plus des blessés de la vie qui affluent par vagues. Dans les usines, d'armement ou non, des millions d'heures supplémentaires ne sont pas payées. Sur sa lancée, le maréchal Fillon envisage de supprimer plusieurs jours fériés et de rétablir le Travail Obligatoire (TO).

Le maréchal, solennel, a enfin déclaré au journal Le Gaulois : « *Il n'y aura pas de paix avant la destruction de la Sécurité sociale.* » Il est donc peu probable que la prochaine grippe espagnole soit prise en charge. Voilà Apollinaire et tous ses camarades prévenus.

● Philippe Stierlin



Passer l'hiver et revoir un printemps...



« Un projet hors norme car il réunit ce qui ne devrait jamais être dissocié : l'art et le local ! l'éducation et la fête ! l'implication bénévole et le savoir-faire professionnel ! tout ceci dans un monde rural à réenchanter ! ». Y ont été créés des spectacles que certains d'entre vous ont aussi pu voir dans leurs villes ou à Avignon, qui continuent de tourner : *L'Héritage* et *La Coopérative*. Aujourd'hui en péril, le Fourmidable se restructure et lance une pétition et une campagne de promesses de dons. Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Bataille démocratique".

● **Dérive.** La semaine passée, *Charlie Hebdo* a publié un entretien avec Gilles Kepel. Titré en Une "Le concept d'islamophobie joue un rôle essentiel dans le Jihad", il peut se résumer à cette phrase : « (...) *la lutte contre l'islamophobie joue un rôle essentiel, puisqu'elle a pour objectif de victimiser une population, en la soudant, autour de cette victimisation, dans une communauté que la mouvance islamiste veut contrôler* ». Et le directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée à l'École normale supérieure, commentateur médiatique des attentats islamistes, de relier cette "analyse" à une (prétendue) nouvelle tentative d'invasion de l'Europe par l'Islam, après l'échec des vagues - heureusement jugulées ! - de 732 et de 1683. Pendant que l'auteur de ces élucubrations écoule ses livres, diffusant la logique mortifère subie par toutes les communautés discriminées (qui consiste à attribuer aux victimes la responsabilité des violences qu'elles subissent), les agressions islamophobes continuent.

● **Zone d'énerverment prioritaire.** En colère, les parents et personnels des lycées exclus des Zones d'éducation prioritaire (devenus Réseau, REP), avec tout ce que cela signifie en personnels, nombre d'élèves par classe, etc. Grèves, manif, ainsi au Lycée de l'Estaque, à Marseille. La ministre renvoie... au prochain quinquennat. Voir le communiqué d'Ensemble [ici](#).

● **Sérieuses inquiétudes.** Si l'équipe d'animation de l'appel "En 2017 faisons front commun" se félicite de la multiplication des initiatives locales dont « *l'ampleur témoigne de l'aspiration au plus large rassemblement possible* », elle émet cependant de sérieuses inquiétudes quant à « *la volonté du Parti communiste et de la France insoumise de créer les conditions d'une véritable dynamique politique* » et demande « *aux dirigeants de ces deux forces politiques de prendre enfin résolument le chemin du rassemblement, condition de l'espoir et du succès.* » Le communiqué du 12 janvier est [ici](#).

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

